

Un forum spécial pour un monde libéré de la faim

Sans la participation du plus grand nombre possible de parties prenantes, il n'est pas possible d'intensifier les actions de lutte contre la faim. Le Forum spécial qui se tiendra au Siège de la FAO les 30 et 31 octobre 2006 sera une tribune ouverte à de nombreuses parties prenantes, qui auront **toutes** l'occasion de contribuer aux débats ayant pour objectif un **monde véritablement libéré de la faim**. Les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les institutions internationales et d'autres intervenants sont invités à participer. Les causes de la faim sont prévisibles et peuvent être évitées et combattues grâce à une action collective. Il est temps de garantir que toutes les voix soient entendues.

Dix années se sont écoulées depuis le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et l'adoption de son Plan d'action visant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim avant 2015, cible s'inscrivant dans le droit fil du premier Objectif du Millénaire pour le développement, qui est de réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour et qui souffre de la faim.

Et pourtant, au rythme actuel, nous ne serons pas en mesure de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim ces dix prochaines années. En effet, selon la FAO, si la tendance actuelle se maintient, 600 millions de personnes souffriront encore de sous-alimentation en 2015.

Structure du Forum spécial

Le Forum spécial se déroulera en deux phases:

- premier jour: évaluation globale et débats entre les parties prenantes;
- second jour: tables rondes sur des questions ayant une incidence déterminante sur la définition de solutions durables au fléau de la faim.

Lundi 30 octobre	Mardi 31 octobre
<p>Le Secrétariat de la FAO présentera ses rapports sur l'évaluation des progrès accomplis en matière de concrétisation de l'objectif du Sommet mondial et des sept engagements définis dans le Plan d'action, qui serviront de fondements aux débats des parties prenantes.</p> <p>Les gouvernements et la société civile ont effectué leur propre examen, en vue d'en partager les résultats. L'objectif est d'arriver à dégager une position commune concernant les défis et de confronter un ensemble de solutions éprouvées et prometteuses. Chaque table ronde peut définir des voies collectives et individuelles à suivre à l'avenir.</p>	<p>Trois tables rondes ont été organisées:</p> <ul style="list-style-type: none">• matin:<ul style="list-style-type: none">- L'aide et l'investissement• après-midi:<ul style="list-style-type: none">- La réforme agraire et le développement rural- Le commerce et la mondialisation <p>Faisant fond sur les expériences de parties prenantes issues de différentes régions, les intervenants ouvriront les débats des tables rondes. Les débats et interventions seront articulés autour de plusieurs questions (voir ci-après).</p>

Toutes les parties prenantes non gouvernementales inscrites sont cordialement invitées à une séance d'information et de préparation qui se tiendra dimanche 29 octobre, de 15 heures à 18 heures dans la salle de l'Iran. Des services d'interprétation seront assurés dans toutes les langues officielles, afin de permettre aux groupes de s'organiser, de définir des positions et des stratégies conjointes, de désigner des porte-parole, le cas échéant, et d'aborder des questions relatives à la logistique et à la procédure concernant la semaine de travail.

Les organisations invitées au Forum spécial, ainsi que celles qui participent également à la session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, peuvent s'inscrire, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, dimanche 29 octobre, à l'entrée principale du Siège de la FAO, ainsi que pendant les jours de session du Comité.

Les participants

Les 190 États Membres de la FAO peuvent participer au Forum spécial. Seront également présents des organismes représentant des groupements d'agriculteurs, de femmes, de jeunes, de peuples autochtones, d'éleveurs, de pêcheurs, de paysans sans terre et de travailleurs agricoles, ainsi que des ONG oeuvrant dans le domaine du développement. Tous ces groupes contribueront à garantir à chacun d'entre nous un monde libéré de la faim. Des représentants d'alliances nationales contre la faim, d'associations du secteur privé, de collectivités locales, des médias et autres parties prenantes participeront également aux débats, en vue de définir les mesures à prendre pour lutter contre la faim.

Objectifs du Forum spécial

Dans le cadre du Forum spécial, les participants définiront des mesures concrètes à prendre pour lutter collectivement contre la faim. Les documents d'évaluation et les conclusions des débats seront directement pris en compte lors des débats ultérieurs des États Membres de la FAO qui auront lieu pendant la session ordinaire du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (2 au 4 novembre 2006). Ces débats permettront d'ébaucher les mesures qui seront prises par la FAO en vue de l'objectif de 2015.

Le rapport du Forum spécial – soit la synthèse du Président – présentera les principales recommandations et les propositions d'action concrète qui émaneront des débats des parties prenantes.

L'évaluation sera le premier examen global, effectué par un ensemble de parties prenantes, des progrès accomplis concernant la concrétisation d'un Objectif du Millénaire pour le développement depuis la Déclaration du Millénaire (2000).

Tables rondes du Forum spécial

L'aide et l'investissement

Mardi 31 octobre, 9 h 30 – 12 h 30, Grande salle

Introduction: Charles H. Riemenschneider, FAO

Intervenants:

- M. Bernard Bachelier, Directeur, FARM-Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, France
- Mme Mercy Karanja, Coordinatrice des politiques en matière de développement, Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), Kenya
- Mme Marjatta Rasi, Sous-Secrétaire d'État (Coopération au développement), Ministère des affaires étrangères de la République de Finlande
- Mme Patrizia Sentinelli, Vice-Ministre des affaires étrangères déléguée à la coopération au développement, République d'Italie
- M. Antonio Tujan, Jr., Membre, Conseil d'administration, Fondation IBON, Philippines
- M. André Van Heemstra, Membre, Comité directeur, Laboratoire de l'alimentation durable, Pays-Bas
- M. Matthew Wyatt, Président adjoint, Département des affaires extérieures, FIDA, Italie

La réforme agraire et le développement rural

Mardi 31 octobre, 13 heures – 16 heures, Salle rouge

Introduction: Parviz Koohafkan, FAO

Intervenants:

- Ms Nemesia Achacollo, Member of Parliament; Secretary General, Federación Nacional de Mujeres Campesinas de Bolivia Bartolina Sisa, Bolivia
- M. Rafael Alegria, coordonnateur, Campagne mondiale pour la réforme agraire, La Via Campesina, Honduras
- M. Jean-Philippe Audinet, Directeur par intérim, Unité des politiques, FIDA, Rome
- M. Thomas Kocherry, Forum mondial des populations de pêcheurs (WFFP), Inde
- M. Abdul Mamalo, Secrétaire permanent du Code rural, Niger
- Mme Ruth Meinzen-Dick, Chargée de recherche, Division de l'environnement et des techniques de production, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), États-Unis
- M. José Francisco Fúnes Rodríguez, Ministre-Directeur, INA-Institut agraire national, Honduras
- M. Walter Schmied, Président de la Commission parlementaire de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales du Conseil de l'Europe, Suisse
- M. Saul Vicente, Conseil international des traités indiens (IITC), Mexique

Le commerce et la mondialisation

Mardi 31 octobre, 15 heures – 18 heures, Grande salle

Introduction: Alexander Sarris, FAO

Intervenants:

- M. Pedro Avendaño, Directeur exécutif, Forum mondial des aquaculteurs et des pêcheurs (WFF), Chili
- M. Ndiogou Fall, Président, Réseau des organisations paysannes et producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), Sénégal
- M. Tassos Haniotis, chef de l'Unité Analyse de la politique des échanges agricoles, Direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne, Belgique
- M. Robbin Johnson, Premier Vice-Président, Directeur général des affaires institutionnelles, Cargill, Inc, États-Unis
- M. Paul Nicholson, Chargé des affaires extérieures, La Via Campesina, Espagne
- M. Jack Wilkinson, Président, Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), Canada

Questions pour les tables rondes

Table ronde sur l'aide et l'investissement

1. Comment la FAO et d'autres organisations oeuvrant dans le domaine du développement peuvent-elles faire en sorte que les investissements consacrés à l'agriculture et au développement rural soient effectués de manière à maximiser leur contribution à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté?
2. Que peut-on faire pour que l'augmentation promise de l'aide au développement consacrée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire soit absorbée et utilisée de manière efficace, étant donné que les expériences antérieures démontrent que l'aide peut dépasser la capacité des gouvernements à gérer une injection massive de ressources? Quelles sont les mesures nécessaires, à part un apport accru de fonds, si l'on veut assurer une utilisation productive des ressources disponibles?
3. Quelles sont les mesures à prendre pour que les petits exploitants agricoles soient à même d'appliquer des technologies agricoles améliorées de manière durable? Quelle est l'importance, à plus grande échelle, d'un « environnement porteur »?

Table ronde sur la réforme agraire et le développement rural

1. Quels sont, selon vous, les principaux changements pris en compte dans la Déclaration de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural qui ne figuraient pas aux premiers rangs des préoccupations à l'époque de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, en 1979? Autrement dit, dans quelle mesure ces défis ont-ils changé/évolué au cours des 27 dernières années?
2. À l'occasion de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural, 92 gouvernements se sont engagés à jouer un rôle plus dynamique dans le domaine de la promotion des politiques de réforme agraire et de développement rural, de façon à ce qu'elles soient « plus centrées sur les pauvres et leurs organisations, qu'elles aient une orientation sociale et qu'elles soient participatives, respectueuses de l'égalité des genres ». Comment traduire cette vision et ces principes en actions concrètes, en particulier sur le terrain?
3. Quels mécanismes pourraient être utilisés, renforcés ou élaborés pour établir une *tribune durable* permettant « d'institutionnaliser le dialogue social » entre toutes les parties prenantes? Comment organiser une telle tribune et quel pourrait être son mode de fonctionnement?

Table ronde sur le commerce et la mondialisation

1. Dans quelle mesure la libéralisation des échanges, notamment dans le cadre du cycle de Doha, a-t-elle des répercussions sur la sécurité alimentaire, la pauvreté rurale et les systèmes agricoles durables d'un point de vue économique et social? Quelles politiques et quels programmes faut-il mettre en place, compte tenu des imperfections des marchés et des contraintes institutionnelles?
2. Comment garantir la protection des *petites exploitations agricoles familiales*, aussi bien au Nord qu'au Sud, dans un monde caractérisé par des règles commerciales multilatérales contraignantes pour les produits agricoles et une mondialisation rapide?
3. Quel rôle pourraient jouer des organisations comme la FAO, le FIDA, la Banque mondiale, etc. dans le domaine du commerce et de la mondialisation en encourageant des politiques favorables à la *sécurité alimentaire* des agriculteurs, des pêcheurs et des éleveurs? (Par exemple, les propositions actuelles relatives à « l'aide au commerce » permettraient-elles de faire face à ces problèmes?)